



## Conseil de l'Internationale socialiste

*Le conseil de l'Internationale socialiste se tenait à Budva au Montenegro les 29 et 30 juin. Lors de ce conseil, Ségolène Royal a été officiellement intégrée au Présidium de l'IS et Maurice Braud est devenu président du Comité d'éthique.*

*La délégation française qui était conduite par Ségolène Royal et Jean-Christophe Cambadélis dont vous trouverez les interventions ci-après. Bernard Soulage était également présent.*

### Les cinq défis du temps présent

Les socialistes du monde doivent peser sur le modèle de la sortie de crise.

Car, pour sortir du chaos et remettre de l'ordre juste, il faut avoir la conviction que rien de durable ne se construira sans justice.

Le moment crucial que le monde traverse appelle à relever cinq défis :

1. Gouverner l'économie mondiale et réduire les inégalités, tant à l'échelle de nos nations qu'à l'échelle internationale. L'unification et la démocratisation de la gouvernance et de la régulation de l'économie mondiale d'une part, la lutte contre les inégalités et pour la justice sociale d'autre part, sont les clefs de l'efficacité de notre réponse à la crise.

2. Construire des sécurités nouvelles, non seulement à l'échelle de nos nations mais aussi à l'échelle du monde, pour combattre les délocalisations, empêcher

les pertes d'emploi, augmenter le pouvoir d'achat.

3. La révolution écologique. La croissance verte est l'un des leviers principaux de sortie de crise. Ici particulièrement, la sensibilité écologique, la solidarité et la coordination des socialistes du monde sont nécessaires à une réponse mondiale au défi environnemental.

4. Libérer les énergies par l'éducation, la formation, la recherche et le soutien aux entrepreneurs, notamment par le renforcement de la coopération et des échanges internationaux. Lutter également contre la prolifération des armements car c'est autant de prélèvements sur le bien-être des peuples.

5. La révolution démocratique. Au niveau de nos nations, c'est-à-dire la démocratie de l'Etat, la démocratie sociale, la démocratie participative, la démocratie parlementaire et la démocratie territoriale. Au niveau international, c'est-à-dire la démocratisation de la mondialisation par la démocratisation des instances de gouvernance mondiale ; le pouvoir des peuples, qui nous conduit à soutenir et à saluer le peuple iranien.

Ségolène Royal,  
vice-présidente de l'Internationale socialiste

# Discours de Jean-Christophe Cambadélis au Conseil de l'Internationale socialiste

Comme vous le savez, dès sa fondation, notre organisation, l'Internationale socialiste, a lié la paix et la démocratie. La fin des dictatures en Europe ou en Amérique Latine, la chute du mur de Berlin, le recul des régimes dictatoriaux en Afrique, voire la fin de l'apartheid, montrent que notre idéal se fraye difficilement un chemin. Même si dans la démocratie actuelle, un usage abusif des sondages, la concentration capitalistique des médias, la dépendance des propriétaires des commandes d'Etat ne sont pas sans poser problème.

Le résultat est donc contrasté. Si des progrès ont été constatés, par exemple en Irak où notre camarade le président Jalal Talabani a joué un rôle important dans la normalisation de la situation et la promotion de la démocratie, la guerre continue en Afghanistan où la situation économique sociale et culturelle se dégrade et risque de déstabiliser le Pakistan. Une solution juste et durable du conflit israélo-palestinien fait consensus dans le monde, mais semble chaque jour plus éloignée sur le terrain.

Chers amis, chers camarades,

Nous avons lutté, séparément ou collectivement au sein de l'Internationale Socialiste avec détermination contre ceux qui imposaient la menace et la force dans les relations internationales ou exaltaient la confrontation à la place du dialogue, de la tolérance et du respect des droits de l'homme. La défaite des néo-conservateurs américains et l'élection de Barak Obama ouvrent un nouveau cycle dans les relations internationales. Comment ne pas souligner, pour nous socialistes, la déclaration du Président américain prenant ses distances avec le coup d'état soutenu par la CIA contre la démocratie chilienne. Il flotte donc comme un air de détente sur les relations internationales. Là où Georges Bush et son administration avaient choisi le conflit armé, exacerbant les tensions. Et nous avons, dans ce contexte –si nous voulons être fidèles à ce qui nous a fondé– un rôle à jouer.

Puisque l'on parle de la démocratie, comment ne pas penser à l'Iran. Comment ne pas évoquer cette mobilisation courageuse des citoyens qui ont voulu changer leur pays, son image et ses orientations politiques dans les urnes. À l'étranger, notamment en Europe, on a porté un regard souvent stéréotypé sur l'Iran d'aujourd'hui le résumant aux turbans, aux tchadors et, ces quatre dernières années, aux déclarations inadmissibles et délibé-

## « Les forces socialistes peuvent changer le monde »

« Les forces socialistes et de progrès peuvent apporter le changement dans le monde et faire que le citoyen devienne le centre d'intérêt », a déclaré le président du PASOK et de l'Internationale socialiste (IS), mardi en clôture des travaux du Conseil de l'IS, qui s'est tenu à Budva (Monténégro), annonçant un plan de la famille socialiste concernant la crise économique et le changement climatique.

rément provocatrices d'un président extrémiste et populiste. Le résultat : on a ignoré que la société iranienne est la société la plus dynamique culturellement et politiquement de l'ensemble de la région.

Les adeptes de la théorie selon laquelle on peut démocratiser une nation de l'extérieur y compris si besoin par la force, n'ont pas vu l'évolution de l'Iran depuis 1997. Pourtant, l'émergence d'une classe politique et d'une société civile composées des femmes et des hommes grandis avec la république islamique ou parfois nées après la révolution de 1979, qui luttent dans des conditions difficiles pour un changement démocratique et pacifique est une réalité. Des proches de l'ex-président Khatami, des responsables des partis réformateurs, des journalistes et des intellectuels engagés dans le mouvement pour la démocratie, la liste est longue de ceux et celles qui se trouvent aujourd'hui dans les geôles du régime islamique. Ce qui se joue en Iran, c'est l'avenir de cette détente internationale, de cette nouvelle période. Ce que Z. Brzezinski appelait, il y a quelques années, « l'arc de la crise », qui va du Proche Orient jusqu'à l'Asie Centrale, en passant par l'Afghanistan-Pakistan, est au cœur de l'avenir de la paix dans le monde.

La crise du régime iranien est un moment crucial pour l'avenir de la paix et de la démocratie.

Le guide suprême sortant de son rôle d'arbitre en apportant son soutien à l'élection contestée d'Ahmadinejad a entamé sa position d'arbitre. Tous les deux ont perdu le soutien d'une partie importante du clergé chiite et ne peuvent que s'appuyer sur les gardiens de la révolution et des milices islamiques pour réprimer l'opposition. Le régime des mollahs est devenu davantage un régime militaire. Face à cette situation, l'opposition cherche à trouver d'autres formes de contestation. Mais, quoi qu'il arrive, l'Iran de demain ne ressemblera pas à l'Iran d'hier. Ceci dit, on pouvait s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'Iran n'aurait pas le droit à l'arme nucléaire ; le régime iranien vient de nous donner la réponse.

Dans cette période historique, qui s'ouvre devant le peuple iranien, le devoir des socialistes et de tous les démocrates consiste à ne pas laisser seul le mouvement de contestation populaire et apporter son soutien à tous ceux qui en Iran luttent, parfois au prix de leur vie, pour un changement démocratique et pacifique. L'Internationale socialiste ne peut pas seulement commenter les événements qui se passent sous ses yeux. Elle doit être un acteur en manifestant sa solidarité avec le peuple iranien. C'est pourquoi, le PS français a présenté sa contribution pour l'adoption d'une résolution sur l'Iran.

« La famille socialiste vise à l'élaboration d'un plan intégré de progrès pour le monde avec à sa base les efforts pour sortir de la crise économique et faire face au changement climatique », a notamment relevé Georges Papandréou, lequel a souligné que les problèmes des citoyens dans un pays sont les mêmes que dans les autres.

Il est attendu en fin d'après-midi à Athènes après sa tournée dans les Balkans depuis vendredi, avec l'Albanie, la Serbie et enfin le Monténégro.

Cette visite du président de l'IS dans la région s'inscrit dans le contexte de la préparation de l'entrée dans l'Union européenne des anciennes républiques yougoslaves. Dans son discours d'ouverture du Conseil, de l'IS, Papandréou a suggéré que les pays des Balkans occidentaux - la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et la République de Macédoine (ARYM) adhèrent en 2014, pour marquer la fin d'un cycle, un siècle après le début de la Première guerre mondiale dont les Balkans furent le foyer.

Papandréou a évoqué de nouvelles menaces sur la démocratie qui émanent de régimes autoritaires d'un genre nouveau ou de la concentration dans les mains d'un petit nombre d'un pouvoir économique, médiatique et politique immense.

## Victoire contestée de la droite aux élections législatives en Albanie

On votait en Albanie le 29 juin pour des législatives. La coalition au pouvoir du Premier ministre Sali Berisha devait affronter l'opposition socialiste conduite par Edi Rama, le maire de Tirana. Mais le PS albanais conteste une victoire revendiquée par la droite. Même si la victoire de la droite (Parti démocrate) était confirmée, celle-ci n'est pas assurée de pouvoir gouverner seule.

Malgré la progression des socialistes albanais, la droite s'apprête à conserver le pouvoir sans majorité absolue. Si l'administration des élections connaît des améliorations notables, des lacunes perdurent et amenuisent les chances de l'Albanie d'obtenir son statut de candidat à l'UE en 2009. Le test de sa maturité démocratique passera à présent par la capacité des partis à accepter les résultats et former un nouveau gouvernement sans engendrer un climat politique néfaste.

Après son adhésion à l'OTAN puis le dépôt de sa candidature au statut de candidat à l'UE ce printemps, l'Albanie veut marquer une nouvelle étape vers son intégration. À l'issue du scrutin parlementaire du 28 juin, les chefs des coalitions en lice se félicitent de l'atmosphère de ces élections, comme étant celles de « l'Albanie européenne ».

Les constatations préliminaires des observateurs reconnaissent ces progrès, et ceux apportés par le nouveau code électoral. Mais le Commissaire de l'UE à l'élargissement, Olli Rehn, vient modérer l'enthousiasme. Suite aux problèmes récurrents observés, il rappelle la responsabilité des politiciens albanais « pour que dans l'avenir les élections soient en pleine conformité avec les standards ».

Comme le craignaient la plupart des formations, le nouveau code a accentué fortement la bipolarisation entre le parti démocratique et le parti socialiste. Dans un parlement comprenant 140 députés, les résultats n'offrent pas la majorité à la coalition du Premier ministre sortant, Sali Berisha (70 sièges dont 68 pour le PD), ni à la coalition socialiste (66 sièges dont 65 pour le PS). Au total des votes au niveau national, le PS peut se prévaloir d'une victoire étroite sur son adversaire traditionnel (41% contre 40%).

La situation favoriserait plus la gauche si elle ne poursuivait pas sa crise fratricide. L'animosité est grande entre le dirigeant du PS, Edi Rama, et celui de la seconde coalition socialiste, Ilir Meta. Leur hostilité est entretenue par l'ex-dirigeant du PS et ex-Premier ministre, Fatos Nano.

Les 4 sièges obtenus par la coalition d'I. Meta le placent dans une position singulière. Seule l'offre de retrouver son ancienne fonction de Premier ministre serait pour lui une condition pour gouverner avec le PS. Mais ses ambitions et inimitiés personnelles

pourraient le tenter de soutenir le PD au parlement. Ainsi doté d'une majorité plus confortable, le PD éviterait au pays de plonger dans une crise politique à l'issue incertaine.

Le résultat est si proche entre les deux coalitions principales qu'il n'est pas exclu non plus que le parti défendant les intérêts de la minorité grecque soit tenté de revenir vers le PD, son ancien partenaire, dont il s'était distancé pour se joindre à la coalition du PS. Le siège unique remporté offrirait alors au PD le gain d'un minimum de majorité.

Au final, le gouvernement n'aura pas bénéficié autant qu'il l'espérait des succès diplomatiques de l'Albanie vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE, de la réalisation d'infrastructures promises, ou de certaines réussites dans la lutte contre la pauvreté et la corruption. Sans doute parce que les scandales financiers ne l'ont pas épargné. Le taux de participation, quasi similaire au scrutin de 2005 (42%) expliquerait ce scepticisme. Un criant besoin demeure de réconcilier la population avec la politique.

Quant au PS, par son élargissement à la société civile dont il a su intégrer des représentants notoires, et par un discours plus novateur, il a pu susciter un certain espoir. Pour réussir la poursuite de sa modernisation, il devra dans l'avenir dépasser les querelles personnelles qui le fragilisent tant.

Au-devant du pays, la crise économique annonce des perspectives sombres qui chercheront des réponses à la détresse de la population. Quelque soit le nouveau gouvernement, sa marge de manœuvre au parlement sera faible pour poursuivre les nombreux réformes et chantiers indispensables. Le Président Bamir Topi souhaitait que ces élections fussent les dernières de la transition en 18 ans de pluralisme, mais la transition menant à l'adhésion à l'UE laisse pressentir de nouvelles embûches. Du moins Tirana peut-elle encore espérer obtenir le statut de candidat à l'UE à l'automne 2009, si elle se sort avec retenue et maturité du calcul épineux pour former une majorité et un gouvernement.

FFE

## Croatie : les sociaux-démocrates appellent à de nouvelles élections

Le président du Parti social-démocrate, Zoran Milanovic a appelé à des élections législatives anticipées au lendemain de la démission du Premier ministre conservateur Ivo Sanader.

La « *Croatie a besoin d'un nouveau, d'une nouvelle orientation politique et de nouvelles réponses, venant du camp progressiste.* » peut-on lire dans la déclaration de nos camarades croates.

Le pays affronte une situation économique et sociale extrêmement difficile et le gouvernement, conduit de puis six ans par le parti de l'Union démocratique croate (HDZ) a été incapable de la résoudre. La démission de Sanader accroît ajoute la crise politique au reste. Le pays peine à atteindre les critères politiques, financiers, sociaux et économiques nécessaires à l'entrée dans l'Union européenne et, pour les sociaux-démocrates, on ne mesure pas encore les conséquences. C'est la raison pour laquelle Milanovic appelle à une relégitimation politique par de nouvelles élections.

La démission de Sanader n'est exprimée que « *pour raisons personnelles* ».

## Les sanctions contre l'Iran, arme à double tranchant

La campagne pour les élections européennes en république, objectives ou unilatérales, visant l'économie, la défense, la circulation des personnes, ou encore la coopération culturelle et l'aide au développement, les sanctions forment un échelon incontournable dans la gamme des interventions internationales.

Leur histoire compte un certain nombre de succès (contre la Rhodésie du Sud, l'apartheid...) et aussi beaucoup de résultats mitigés et d'échecs. Elle enseigne que les sanctions sont d'autant plus efficaces que leur cible est faible, et proche sur les plans économique, politique, culturel de leurs auteurs. Elle enseigne aussi que les sanctions les plus efficaces font mal à ceux qui les appliquent. Enfin, toutes les sanctions, des plus lourdes aux plus légères, ont un effet psychologique commun : la « mise au pilori », censée embarrasser leur cible, mais qui peut aussi l'instiller dans une posture de défi.

L'Iran est sans doute aujourd'hui le pays de la planète qui subit la gamme la plus large de sanctions : sanctions multiples mises en oeuvre par les Etats-Unis dès 1979, embargo européen sur les armes datant de la même époque, sanctions récentes des Nations unies visant des individus et des entreprises mêlés au programme nucléaire, sanctions américaines et européennes s'ajoutant aux dernières, en vue de tarir les flux financiers entre l'Iran et le monde extérieur ; plus récemment encore, pressions américaines visant à bloquer l'approvisionnement de l'Iran en produits pétroliers raffinés, et pressions de gouvernements, dont le nôtre, sur leurs propres nationaux pour freiner le commerce et les investissements.

Ces sanctions ont-elles été efficaces ? Oui dans la mesure où l'Iran connaît des difficultés économiques persistantes qui ont ralenti son développement économique et social. Oui dans la mesure où il éprouve le plus grand mal à exploiter ses ressources d'hydrocarbures, à maintenir une flotte d'avions civils en état de marche, et encore à équiper en matériels performants ses armées. Non si l'on regarde les buts à atteindre, qui étaient d'obliger l'Iran à modifier son comportement international, à renoncer à son programme nucléaire, et si possible d'entraîner la chute de la République islamique.

Face au refus persistant de l'Iran de suspendre ses activités sensibles d'enrichissement d'uranium, les diplomates européens et américains poursuivent en ce moment la réflexion sur le contenu de nouvelles vagues de sanctions, capables cette fois-ci de faire plier l'Iran. Dans cet exercice, les Français ne sont pas en reste. Le résultat sera-t-il au rendez-vous ?

Rien n'est moins sûr. Force est de constater que les sanctions ont, jusqu'à présent, plutôt encouragé l'intransigeance de la République islamique et lui ont facilité la mobilisation de la population autour de son programme nucléaire, élevé au rang de cause nationale. Elles ont aussi permis, dans une certaine mesure, au régime de s'exonérer de ses lourdes erreurs de conduite en matière économique : si les prix montent, si le chômage reste aussi important, la faute vient d'ailleurs...

En revanche, avec toute la prudence qui s'impose, l'on peut se demander s'il n'y a pas eu un « effet Obama » dans le courage qui a saisi la population de Téhéran, et d'autres villes, pour descendre dans la rue au lendemain d'une élection truquée et pour défier le régime. A partir du moment où l'Amérique a cessé de

menacer et a tendu la main, l'effet de ralliement autour des gouvernants aurait commencé à faiblir, et chacun de reprendre sa liberté, de se dire : « Yes, we can... »

Mais l'on a vu aussi la froide détermination du coeur conservateur du régime à ne se laisser à aucun prix dépouiller de son pouvoir. Il a failli une fois lui échapper, avec l'élection en 1997 du réformateur Mohammad Khatami, et il a juré de ne plus se laisser surprendre. « Les Gardiens de la révolution, les *bassidji* et les autres forces de l'ordre et de sécurité sont prêts à mener une action décisive et révolutionnaire pour mettre un terme au complot et aux émeutes », ont déclaré publiquement les premiers. Ces mots, s'ajoutant aux actes déjà commis, font peur. Quelles sanctions feront plier ces gens-là ?

Depuis la mi-juin, Ali Khamenei, Mahmoud Ahmadinejad et leurs séides sont encore plus difficilement fréquentables. Mais n'y a-t-il pas moyen de toucher, d'aider, tous ceux qui n'appartiennent pas au coeur du régime, qui ont montré leur aversion pour ses pratiques, qui ont perdu cette fois-ci, mais qui reviendront forcément un jour ? Ceux-là mériteraient un allègement des sanctions qui les touchent au premier chef.

Car si une partie des sanctions actuelles vise les dirigeants du pays et leurs entreprises, une autre partie pèse sur la population, et souvent sur la part la plus spontanément tournée vers l'extérieur. D'autant qu'il y a bien plus que les sanctions formelles. Sans que cela soit écrit nulle part, l'on accorde moins de visas, et plus difficilement, aux voyageurs, l'on donne moins d'autorisations de séjour et d'études et moins de bourses aux étudiants et aux chercheurs. Le moindre étudiant en physique cache un inventeur potentiel d'engins nucléaires. L'on soutient donc moins de projets de coopération scientifique et technique. L'on décourage, enfin, les entreprises de commercer et d'investir dans le pays, même dans des secteurs non sensibles. Le mot « Iran » sur un dossier fait chez les fonctionnaires prudents office de repoussoir.

Entre autres exemples, il semblerait que l'on freine en ce moment la mise en oeuvre de contrats signés en Iran pour le développement de capacités de raffinage, avec l'intention d'y créer une pénurie d'essence. Si tel est le cas, est-ce ainsi que l'on espère faire tomber le régime ? Mais les centaines de milliers d'Iraniens qui sont descendus le 15 juin dans la rue demandaient de la liberté et de la démocratie, pas de l'essence. Ils ont conquis ce jour-là par leur courage le droit à notre soutien concret.

Si nous sommes convaincus que la majorité des électeurs a rejeté Ahmadinejad, nous ébranlerons beaucoup plus sûrement les fondements théocratiques de la République islamique en jouant l'ouverture, les échanges, le contact avec la population iranienne qu'en poussant le régime à se barricader avec son peuple en otage.

Tribune publiée dans *le Monde* daté du 1<sup>er</sup> juillet  
par François Nicoullaud

## Défaite électorale pour Kirchner

Les électeurs argentins étaient appelés aux urnes pour des législatives le 28 juin dernier. Le taux d'abstention a été de 30 %. La défaite de la majorité « Front pour la victoire », notamment à Buenos Aires (40 % de l'électorat) a confirmé un revers, largement annoncé dans les sondages. Ce sont des péronistes de droite qui ont souvenu remporté les victoires, comme Francisco de Narváez, un homme d'affaires millionnaire, ou Carlos Reutemann (ancien coureur de Formule 1), qui a battu le socialiste Rubén Giustiniani.

Désormais, le gouvernement n'a plus de majorité, - il a perdu un élu sur dix - ni à la Chambre des députés, ni au Sénat.

A gauche, le cinéaste Fernando "Pino" Solanas et son parti, Proyecto Sur, est un des vainqueurs de l'élection. Le vice-président Julio Cobos qui s'était opposé aux Kirchner lors de la crise du secteur agricole en 2008, est devenu le chef de file de l'opposition [L'Unión Cívica Radical, Coalición Cívica d'Elisa Carrió, les socialistes] s'imposent comme la principale force d'opposition nationale.

Désormais les Kirchner devront compter avec la gauche non péroniste en attendant les prochaines élections présidentielles, prévues pour 2011.

## Visite de Mona Sahlin

Mona Sahlin, présidente du Parti social-démocrate suédois (SAP) était en visite à Paris et elle a rencontré Jean-Christophe Cambadélis et Élisabeth Guigou le 23 juin dernier. Ensemble, ils ont évoqué la situation politique dans leurs pays et partis respectifs.

## Communiqués de presse

### Niger : la Constitution doit être respectée !

Le Président du Niger, Mamadou Tandja, vient de décider d'activer l'article 53 de la Constitution du Niger, l'autorisant à exercer des pouvoirs exceptionnels « lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité du territoire national ou l'exécution des engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate ».

Pour la deuxième fois, le Président Tandja tente de s'extraire du cadre constitutionnel, puisque ce même article précise que « l'Assemblée nationale apprécie, à la majorité absolue de ses membres la durée de l'exercice des pouvoirs exceptionnels et y met fin en cas d'abus. »

L'Assemblée nationale ayant été dissoute par le Président nigérien, cet article ne peut manifestement plus s'appliquer, d'autant plus que ni les institutions de la République, ni l'indépendance de la Nation, ni l'intégrité du territoire national ne sont menacés, si ce n'est par la volonté du Président Tandja de se maintenir à tout prix dans ses fonctions. La mobilisation très forte de la grande majorité des partis politiques, syndicats et organisations de la

société civile du Niger montrent que cette position est de plus en plus incomprise.

Rappelons que l'article 36 de cette même Constitution précise que le Président du Niger est « rééligible une seule fois » et que l'article 136 stipule que l'article 36 ne peut faire l'objet « d'aucune révision ».

Le Parti socialiste condamne donc avec la plus grande fermeté toute tentative d'outrepasser la Constitution du Niger et apporte son soutien le plus ferme aux acteurs qui se battent pour sa défense, en particulier le PNDS et son Président Mahamadou Issoufou, mais aussi les très nombreuses organisations ayant rejoint cette dynamique républicaine. Il semble en effet de plus en plus légitime d'empêcher la tenue d'un référendum afin de permettre la tenue d'élections présidentielles respectueuses du droit, libres et transparentes.

## Le PS condamne le coup d'État au Honduras

Le président du Honduras, Manuel Zelaya, a été renversé par les forces armées. Le Parti socialiste condamne le coup d'Etat.

L'ordre institutionnel doit être rétabli. Au Honduras, comme ailleurs en Amérique, le respect des règles de la démocratie s'impose à l'institution militaire, au pouvoir judiciaire, aux élus et aux citoyens.

Il reviendra au chef de l'Etat une fois rétabli dans ses fonctions d'ouvrir un dialogue avec les corps constitués afin de trouver un compromis démocratique au contentieux constitutionnel à l'origine de cette crise.

Le Parti socialiste espère que l'ONU, l'OEA et le Mexique, comme médiateur, pourront au plus tôt trouver une solution permettant le retour de la normalité institutionnelle et démocratique.